

se fit entendre ? Aussi, ne puis-je m'empêcher de regarder comme un présage favorable cette unanimité des auteurs d'une constitution destinée à former un grand peuple. Je regarde cette unité de sentiment comme une autre raison qui doit nous faire prendre les moyens de consommer une union commencée sous des auspices aussi favorables, et comme une preuve convaincante de la sagesse qui a caractérisé les actes des différents délégués. Les personnages envoyés pour représenter les provinces du golfe donnèrent entr'autres de grandes preuves de capacité et d'idées politiques d'un ordre supérieur ; aussi, suis-je sûr que le pays regrettera que ces hommes qui ont fait si bonne figure dans la conférence, et qui occupaient des positions élevées, les aient perdues par suite de leur attachement au projet actuel. Pour ma part, je portais un vif intérêt à ces hommes et attendais d'eux beaucoup pour l'avenir. (Écoutez ! écoutez !) Ce sont des hommes d'une telle distinction, qu'ils feraient honneur à n'importe quelle législature, et j'espère qu'ils seront réintégrés avant peu dans les charges élevées d'où on les a si malheureusement fait descendre. (Écoutez ! écoutez !) Il y a encore beaucoup d'autres raisons que je pourrais faire valoir comme recommandant le sujet à notre attention, mais je ne m'attacherai qu'à une seule dont ont parlé tous les orateurs défavorables à la mesure qui m'ont précédé, et à laquelle on ne manquera pas de faire jouer un rôle considérable parmi les électeurs du Haut-Canada. Je veux parler de la question d'en appeler au peuple sur la mesure par des élections générales ou par tout autre moyen, afin de connaître ses vues avant de voter définitivement le projet. Ayant visité, avant la session, plusieurs cantons du comté que j'ai l'honneur de représenter, j'exposai la chose aux électeurs aussi bien que je le pus, et je n'ai pas rencontré un seul d'entr'eux qui ne soit convenu qu'il était du devoir du parlement de passer la mesure aussitôt que possible. Il y eut même plus, car, en diverses assemblées, il y eut des résolutions de proposées spontanément par des auditeurs, me donnant instruction d'appuyer le projet, et regardant comme un malheur qu'on eût recouru à des élections générales pour prendre l'avis du peuple sur une question que les neuf-dixièmes acceptent déjà. Mes électeurs furent même si satisfaits du projet en général, si convaincus de l'importance de le voir mettre à exécution le plus tôt possible, que

je ne crains pas de dire qu'en votant comme je vais le faire, je ne fais qu'exprimer le sentiment de ceux que je représente dans cette enceinte. Je suis donc disposé à voter l'union projetée des provinces anglaises de l'Amérique du Nord telle que combinée dans les résolutions mises devant cette chambre. (Écoutez ! écoutez !) Je prie la chambre de ne pas croire que je vise à faire le moins du monde le censeur ; cependant, je ne saurais m'empêcher de dire que plusieurs des discours qui ont été faits sur la question sont remplis de choses tout-à-fait étrangères au sujet. Il peut y avoir sans doute dans la mesure des détails que certains députés ne peuvent accepter, mais on doit savoir qu'il est tout-à-fait impossible de combiner un plan qui plaise à tout le monde ou qu'on ne pourra pas critiquer et blâmer comme plus défavorable à telle partie du pays qu'à telle autre. Aussi, est-ce différemment qu'il faut en juger ;—il faut en examiner l'ensemble et voir s'il est calculé de façon à produire le bien de tout le pays qui sera compris dans la confédération. Il serait absurde de supposer qu'on pût combiner un plan également agréable à toutes les parties d'un grand pays : ce n'est donc pas à ce point de vue étroit et rétréci qu'on doit juger d'une mesure. Certains parties du pays pourront avoir à faire des concessions et des sacrifices pour le bien de tous ; or, il importe qu'ils soient faits avec plaisir du moment qu'ils ne sont pas trop lourds. Si le Haut-Canada jouit de plus de richesse que les autres provinces, qu'il n'oublie pas qu'il n'en a que plus de responsabilité, et que s'il est appelé à faire quelques sacrifices pour le bien de tous qu'il prise très haut, il ne faut pas qu'il croie, et personne ne croira non plus, qu'il n'en recevra pas d'importants avantages en échange, à d'autres égards. La conciliation et les compromis sont essentiels entre les intérêts contradictoires d'un territoire si vaste et ce n'est qu'à ce prix seul que nous pouvons rendre une union possible. (Écoutez ! écoutez !) Une autre question importante est celle des défenses du pays ; n'ayant aucune idée de la science militaire, je n'en parlerai pas. Cependant, je ne puis comprendre comment d'honorables orateurs peuvent avancer de bonne foi et avec conviction que l'union projetée n'accroîtra pas nos moyens de défense. En vérité, de telles propositions me paraissent des plus étranges. Néanmoins, comme cette partie de la question a déjà été amplement dis-